

OTC

L'Azerbaïdjan rouvre les vannes du gaz alimentant le Karabagh,

pour les refermer aussi sec...

Dans la guerre d'usure qu'il livre aux Arméniens du Karabagh, soumis depuis plus de huit mois à un blocus drastique qui s'est très nettement durci le 15 juin, l'Azerbaïdjan se plait à jouer avec les nerfs des quelque 120 000 Arméniens assiégés, soumis à rude épreuve. Comme pour mieux leur faire regretter l'odeur du gaz dont l'approvisionnement depuis l'Arménie a lui aussi été interrompu depuis des mois, Bakou en a rouvert les vannes ce week end, pour les refermer quelques heures après. Plus de quinze jours après l'incident survenu sur le pont de la rivière Hakari le 15 juin, dont Bakou a pris prétexte pour interdire tout trafic, limité jusque là à sa dimension strictement humanitaire, entre le Haut-Karabagh et l'Arménie, cette réouverture très momentanée du robinet du gaz illustre le cynisme dont fait preuve le régime azéri à l'encontre de la population arménienne du Karabagh, en proie à des pénuries toujours plus préoccupantes de denrées alimentaires, de ressources énergétiques et de médicaments. Depuis des mois, Bakou actionne à sa convenance le robinet du gaz fourni par l'Arménie au Karabagh, transitant par un gazoduc dont sa victoire dans la guerre de l'automne 2020 au Karabagh lui a donné le contrôle, et il va sans dire qu'il est resté le plus souvent fermé. Selon les autorités arméniennes à Stepanakert, Bakou a rouvert le robinet samedi, 8 juillet, pour la première fois depuis plus de trois mois, mais l'a refermé quelques heures plus tard. Les autorités azerbaïdjanaises n'ont pas jugé utile d'expliquer les motifs de cette réouverture ponctuelle des vannes du gaz, qui intervenait trois semaines après qu'il a interdit l'approvisionnement du Karabagh en denrées alimentaires de base, médicaments et autres produits essentiels par la

route, qui était assuré pour l'essentiel par les soldats du contingent russe de paix stationné dans la région depuis l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 qui mit fin à six semaines d'une guerre sanglante entre Arméniens et Azéris. Un haut responsable du Karabagh, Artak Beglarian, a accusé Bakou de chercher à "propager un sentiment d'incertitude et d'abandon" parmi les Arméniens du Karabagh. "Les autorités d'Azerbaïdjan doivent prendre conscience qu'elles ne peuvent nous priver de nos droits naturels ni briser notre esprit de liberté avec des pénuries de gaz, d'électricité, de pétrole, de denrées alimentaires ou de quelque produit que ce soit », a-t-il écrit sur sa page Facebook. Beglarian a appelé la communauté internationale à prendre des "mesures urgentes et concrètes" pour empêcher une aggravation de la crise humanitaire grave à laquelle fait face le Karabagh. "Une journée qui avait débuté avec de l'espoir s'est achevée une fois encore dans la déception et la frustration ", a tweeté pour sa part dimanche Toivo Klaar, l'envoyé spécial de l'Union européenne pour le Sud Caucase, en ajoutant : "Comme l'UE l'a répété à plusieurs reprises, il est indispensable que les approvisionnements en source d'énergie soient rétablis sans restrictions, de même que la liberté de circulation des personnes et des biens par le corridor de Latchine ". Les Etats-Unis, et la Russie, encore récemment, ont multiplié les appels à l'Azerbaïdjan pour qu'il lève le blocus imposé au Karabagh. L'Azerbaïdjan a ignoré à chaque fois ces appels ; répondant à celui que vient de réitérer la Russie par la voix de la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Sakharova, Bakou a indiqué qu'il en prenait bien note, mais qu'il privilégiait ses intérêts nationaux, qui le portent donc à violer sans vergogne l'accord qu'il avait signé avec l'Arménie sous l'égide de Moscou, en automne 2020, en vertu duquel l'Azerbaïdjan devait permettre la libre circulation sur le corridor de Latchine, sous la supervision des soldats de la paix russes, censés la garantir. La plupart des véhicules circulant dans le Haut-Karabagh fonctionnant au gaz liquéfié, la rupture de l'approvisionnement en gaz naturel a provoqué des perturbations sérieuses dans les transports publics. Les services de bus entre Stepanakert et les autres localités du Karabagh ont été très perturbés la semaine dernière en raison des pénuries de carburant. Ashkhen Grigorian, une habitante du village de Machkalashen, s'est plainte lundi de ce que le seul moyen désormais de se rendre à Stepanakert depuis sa localité était l'unique minibus assurant deux fois par semaine la liaison avec la capitale, un véhicule trop petit pour transporter tous les passagers effectuant ce trajet. "Si toutefois nous parvenons à y prendre place, nous voyageons debout sur un pied », a-t-elle indiqué, citée par le Service arménien de RFE/RL. Le Karabagh fait aussi face à de graves pénuries

alimentaires, les soldats russes ne pouvant plus en livrer qu'en quantités très limitées depuis l'Arménie depuis le durcissement du blocus le 15 juin. "Il n'y a plus du tout de fruits, de légumes, d'huile de cuisson ou de sucre ", a déploré Anahit Tonian, une habitante d'un autre village du Karabagh en ajoutant : "Les boutiques ne proposent plus que des quantités rationnées de riz, de farine ou de pâtes ". Reste le système D : « Nous faisons pousser des concombres et des tomates dans notre jardin et on s'en sort comme ça », a conclu Tonian, fataliste.

2.Les Nouvelles d'Arménie

11 juillet 2023

L'Azerbaïdjan suspend la circulation pour la Croix Rouge entre

l'Arménie et le Nagorny Karabakh

L'Azerbaïdjan a annoncé mardi avoir suspendu la circulation routière sur le corridor de Latchine, le seul axe routier reliant l'Arménie et le Nagorny Karabakh, Erevan accusant depuis des mois Bakou d'entraver l'accès à cette région séparatiste.

« Le passage via le poste-frontière de Latchine est temporairement suspendu », ont indiqué les gardes-frontières azerbaïdjanais dans un communiqué, en affirmant que cette mesure était motivée par de multiples « tentatives de contrebande » de la branche arménienne de la Croix-Rouge via ce point de contrôle.

3. ARMENPRESS

11 juillet 2023

[Un groupe de citoyens d'Artsakh exige une réunion avec l'ambassadrice des](#)

Un groupe de citoyens d'Artsakh exige une réunion avec l'ambassadrice

des États-Unis en Arménie

EREVAN, 11 JUILLET, ARMENPRESS: Un groupe de citoyens de l'Artsakh a organisé un rassemblement devant l'ambassade des États-Unis. Ils demandent une rencontre avec l'ambassadrice américaine en Arménie, Christine Quinn, au sujet de sa dernière déclaration.

S'adressant à "Armenpress", Levon Hayriyan, président de l'organe exécutif de l'ONG " Au nom de Hadrut ", l'organisateur de l'action, a rappelé que l'Artsakh est sous blocus depuis plus de 200 jours et qu'il n'y a aucune chance que le blocus soit arrêté. Les droits humains et internationaux du peuple de l'Artsakh sont totalement ignorés.

"Notre objectif est d'envoyer une lettre à l'ambassade des États-Unis et d'exiger une rencontre avec l'ambassadrice, car sa dernière interview a soulevé un certain nombre de questions pour nous.

En particulier, la question de l'appartenance de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan. C'est très surprenant pour nous, car nous savons que depuis 1918, il existe une décision d'arbitrage de Woodrow Wilson, qui souligne clairement que le monde doit respecter le droit des nations à l'autodétermination. L'Artsakh a été intégré à l'Azerbaïdjan par le dictateur Staline. Il s'agissait d'une simple occupation: l'armée russe a attaqué l'Artsakh dès le début, l'a occupé et l'a ensuite cédé à l'Azerbaïdjan. Il se trouve que les États-Unis, le leader et le porte-drapeau de la démocratie mondiale, le plus grand défenseur des droits de l'homme et le champion du droit des nations à l'autodétermination, annule le droit des nations à l'autodétermination et suit le dictateur Staline en soutenant sa décision ? Lors de la réunion, nous aimerions que l'ambassadrice des États-Unis réponde à ces questions", a déclaré Levon Hayriyan lors de la réunion avec le représentant de l'ambassade des États-Unis.

Il a ajouté qu'un certain nombre de localités de l'Artsakh restent sous l'occupation de l'Azerbaïdjan et que les personnes déplacées de l'Artsakh vivent dans l'incertitude et aimeraient connaître l'approche américaine concernant l'avenir des personnes déplacées de l'Artsakh.

"Nous aimerions entendre une réponse à ce sujet également", a déclaré Hayriyan et a remis la lettre à un représentant de l'ambassade des États-Unis.

4.Le Courrier d'Erevan

6 juillet 2023

[Conversation téléphonique Pashinyan-Poutine à la demande d'Arayik Harutyunyan \(courrier.am\)](#)

Conversation téléphonique Pashinyan-Poutine à la demande d'Arayik Harutyunyan

À la demande d'Arayik Harutyunyan, Nikol Pashinyan et Vladimir Poutine se sont entretenus par téléphone dans l'après-midi du 5 juin au sujet de la situation au Karabagh.

Le bureau de la présidence d'Artsakh rapporte qu'hier, 5 juin, à la demande d'Arayik Harutyunyan, une conversation téléphonique a eu lieu entre le Premier ministre Nikol Pashinyan et le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine. Erevan et Moscou précisent que la discussion a porté sur le blocage du corridor de Latchine, le rétablissement des garanties de liaison sans entrave et la crise humanitaire en résultant au Haut-Karabakh.

Le contenu précis de la conversation entre les deux chefs d'État n'a bien sûr pas été détaillé, mais toujours selon le communiqué de Stepanakert, le président Arayik Harutyunyan a réuni dans la foulée les membres et les proches de son

gouvernement pour évoquer la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire ces derniers jours , « à la lumière des menaces croissantes de l'Azerbaïdjan ».

Ces dernières semaines en effet, et plus singulièrement ces derniers dix jours, la situation militaire autour du Karabagh sur la ligne de contact s'est aggravée. Quatre soldats arméniens y ont trouvé la mort le 28 juin à la suite d'une double agression des forces armées azerbaïdjanaises. Les tensions ne sont pas retombées depuis, bien au contraire, tous les observateurs s'accordent à dire que Bakou est en train de resserrer son étreinte et d'accélérer sa prise de contrôle totale sur le Haut-Karabagh.

Face à cette situation alarmante; Arayik Harutyunyan espère « des résultats concrets dans les plus brefs délais pour apaiser la situation sécuritaire et humanitaire et lever le blocus ». Il confirme aussi « tout mettre en œuvre pour gérer la situation dans la limite de nos capacités limitées, en mettant en œuvre des plans d'action basés sur divers scénarios. Dans ce contexte, je tiens à souligner que la République d'Artsakh reste attachée à une approche constructive et est prête à discuter et à résoudre tous les problèmes par un dialogue civilisé et des moyens pacifiques ».

ARMÉNIE

5.Les Nouvelles d'Arménie

11 juillet 2023

[Revue de la presse arménienne du 07 au 10 juillet 2023 - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Revue de la presse arménienne du 07 au 10 juillet 2023

Situation sécuritaire/ Le « ministère » de la Défense du Haut-Karabakh a déclaré que les forces armées azerbaïdjanaises avaient violé le cessez-le-feu dans la région de Martuni en ouvrant le feu sur une moissonneuse-batteuse effectuant des travaux agricoles dans les champs du village de Machkalashen au Haut-Karabakh. Le 9 juillet, le « ministère » de la Défense du Haut-Karabakh a réfuté l'information sur la violation du cessez-le-feu dans les régions de Chouchi (Choucha en azerbaïdjanais) et de Karvatchar (Kelbajar en azerbaïdjanais).

Selon la société « GTB Steel » les forces azerbaïdjanaises ont ouvert le feu le 10 juillet sur les ouvriers de l'usine en construction à Yeraskh en Arménie, région d'Ararat.

Blocus du corridor de Latchine/ Le corridor de Latchine, la seule route reliant le Haut-Karabakh à la RA, reste bloqué. En fin de semaine, le Centre d'information du Haut-Karabakh a informé que l'approvisionnement en gaz naturel du Haut-Karabakh avait été périodiquement interrompu. Le 10 juillet, l'« Ombudsman » du Haut-Karabakh a déclaré : « Le peuple de la République d'Artsakh (Haut-Karabakh), confronté à la menace d'un génocide, en appelle à tous les pays et peuples du monde, ainsi qu'aux organisations internationales pour assurer la bonne mise en œuvre du droit international. Depuis le 15 juin 2023, après avoir eu recours à une provocation sur le pont de Hakari, l'Azerbaïdjan a renforcé le blocus de l'Artsakh, qui dure près de 7 mois, à partir du 12 décembre 2022, et a bloqué les transports humanitaires effectués par le CICR et le contingent russe de maintien de la paix, y compris le transport de patients vers les institutions médicales de la République d'Arménie, l'approvisionnement en nourriture, en médicaments, en biens essentiels, en carburant, aggravant ainsi fortement la crise humanitaire dans le pays. (...) Nous appelons, au nom de la société civile de l'Artsakh, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et la société civile à contribuer à porter la voix de l'Artsakh auprès de l'ensemble de la communauté internationale et à exiger de leurs gouvernements qu'ils prennent de véritables mesures préventives afin d'empêcher l'Azerbaïdjan de commettre de nouveaux crimes contre l'humanité... ».

Soldats arméniens condamnés à 11 ans de prison en Azerbaïdjan/ Des soldats

arméniens qui selon les informations de la partie arménienne avaient été enlevés le 26 mai après avoir assuré le ravitaillement des positions militaires, ont été condamnés à 11 ans et 6 mois de prison. L'Azerbaïdjan les accuse d'avoir franchi la frontière et d'avoir préparé des crimes graves.

La Défenseuse des droits de l'homme de la RA Anahit Manasyan a déclaré : « Ces actions sont contraires à la Charte des Nations Unies, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux exigences du droit international humanitaire, y compris la Troisième Convention de Genève. Le défenseur des droits de l'homme souligne spécifiquement que les militaires arméniens détenus illégalement en Azerbaïdjan devraient avoir le statut de prisonniers de guerre, et que leur détention, leurs poursuites pénales et leurs poursuites constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire. Ces militaires ont été faits prisonniers sur le territoire souverain de la République d'Arménie au cours d'un conflit armé incessant. Le droit international humanitaire est justifié dans de telles situations, quelles que soient les raisons ou l'intensité de la confrontation... ».

La mesure provisoire sur le corridor de Latchine réaffirmée par la CIJ/ Le représentant de l'Arménie pour les questions juridiques internationales, Yeghishe Kirakosyan a informé le 7 juillet que la Cour internationale de Justice avait réaffirmé la mesure provisoire indiquée dans son ordonnance du 22 février 2023, ordonnant à l'Azerbaïdjan de « prendre toutes les mesures à sa disposition » pour assurer la libre circulation des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine dans les deux sens, et a estimé qu'il n'était pas nécessaire pour l'instant de modifier la décision du 22 février.

La Porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères Ani Badalyan a écrit : « La Cour internationale de Justice a réaffirmé à l'unanimité son ordonnance obligeant l'Azerbaïdjan à assurer un accès sans entrave par le corridor de Latchine. L'ordonnance de la Cour, qui est claire et n'a pas changé depuis le 22.02.23, devrait être pleinement mise en œuvre par l'Azerbaïdjan sans aucune spéculation ni fausse interprétation du texte ».

Entretien téléphonique entre les ministres arménien et français des Affaires étrangères/ Les ministres arménien et français des Affaires étrangères ont eu un entretien téléphonique le 6 juillet. Ils ont échangé sur l'état des pourparlers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan après la tenue d'une session de négociations à

Washington (27-29 juin) et alors que doit se tenir prochainement à Bruxelles une nouvelle réunion du Premier ministre N. Pachinian et du Président Aliev sous l'égide du Président du Conseil européen.

Le Premier ministre arménien en Géorgie/ Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian qui était en Géorgie, s'est entretenu avec son homologue géorgien Irakli Garibashvili. Le ministère arménien des Affaires étrangères a informé que l'accord signé entre la République d'Arménie et la Géorgie sur le régime mutuel d'exemption de visa pour les citoyens des deux États est entré en vigueur le 1^{er} juillet.

Le Ministre arménien des Affaires étrangères au Forum de Dubrovnik/ Dans le cadre du Forum de Dubrovnik, le Ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a participé à une table ronde sur la stabilisation de la politique mondiale en y faisant un discours.

Dans le cadre de ce Forum, le Ministre Mirzoyan s'est entretenu avec le Vice-président de la Commission européenne et haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ainsi qu'avec la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric.

Déclaration du « ministère » des Affaires étrangères du Haut-Karabakh/ Le « ministère » des Affaires étrangères du Haut-Karabakh a publié une déclaration « sur l'activation d'une rhétorique belliqueuse et agressive par l'Azerbaïdjan » en indiquant notamment : « Récemment, les institutions de l'État azerbaïdjanais et les médias contrôlés par le gouvernement ont lancé une vaste campagne de désinformation visant à induire en erreur la communauté internationale et à créer un prétexte pour une nouvelle agression contre la République d'Artsakh et son peuple. (...) Bien que les forces russes de maintien de la paix n'aient jamais signalé de violation du cessez-le-feu du côté de l'Artsakh, les autorités de Bakou continuent d'accuser faussement l'armée de défense de l'Artsakh de bombarder leurs positions militaires et, dans le même temps, intensifient leur rhétorique agressive et belliciste, créant ainsi un terrain d'information et de propagande pour une nouvelle agression contre la République de l'Artsakh... ».

Tweet du représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie/ Le représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud et la crise en

Géorgie Toivo Klaar a écrit sur son compte Twitter : « Une journée qui avait commencé par des promesses s'est à nouveau terminée par une déception et une frustration. Comme l'UE l'a répété à maintes reprises, il est crucial que le flux d'approvisionnement en énergie soit rétabli sans restrictions, ainsi que la circulation des personnes et des biens via le corridor de Latchine ». Il a également écrit : « Un véritable dialogue Bakou-Stepanakert devrait s'engager dans le but de proposer des alternatives à la violence, d'instaurer la confiance nécessaire et de garantir la dignité ».

Motion de révocation d'une députée de l'opposition/ Le 10 juillet, la faction Contrat civil a mis en circulation une motion pour la révocation de Taguhi Tovmasyan, présidente de la Commission pour la défense des droits de l'homme et les affaires publiques de l'Assemblée nationale. Le groupe parlementaire du parti a affirmé que Taguhi Tovmasian, « avait fait preuve d'une attitude indifférente envers... le discours de haine dans diverses situations, y compris une réunion de commission présidée par elle-même ». Taguhi Tovmasyan a écrit sur sa page Facebook : « (...) Et quel « crime » ai-je commis ? Selon la faction Contrat civil, je n'ai participé qu'à 8 des 46 sessions de l'Assemblée nationale. Vous demanderez pourquoi ? Parce que la faction « J'ai l'honneur » a décidé de boycotter les sessions du Conseil de l'AN, et moi, étant membre de la faction, j'ai naturellement boycotté les sessions du Conseil de l'AN. Dans ces sessions également, comme dans la salle de l'AN, l'opposition a peu de voix, dans ce cas 3 voix, et ne peut pas influencer les décisions (...) ».

Une délégation parlementaire en visite de travail en France/ Le 10 juillet, une délégation conduite par le Président de l'Assemblée nationale, Alen Simonyan, s'est rendue en France pour une visite de travail. Selon l'ordre de mission, la délégation dirigée par Alen Simonyan sera à Paris du 10 au 13 juillet.

Le nombre de touristes en Arménie a atteint un nombre record / Selon les données statistiques sur les touristes ayant visité l'Arménie en juin 2023 publiées par le Comité du tourisme « 199 000 touristes en juin 2023 - les meilleures données statistiques par rapport aux années précédentes (130 mille en 2022, 154 mille touristes en 2019). 1 million de touristes en un semestre, c'est 30% de plus que sur la même période en 2019 ».

Rédaction : Taisya HOVHANNISYAN

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes ou ayant trait à l'Arménie, parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.

6. Les Nouvelles d'Arménie

11 juillet 2023

[Qu'attendre de l'Occident ? par Armand Nasir - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Qu'attendre de l'Occident ? par Armand Nasir

Il apparaît de plus en plus clairement que le tandem occidental, Etats-Unis/Union européenne, agit de concert sur les pays sud-caucasiens, notamment l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pour mettre en place une nouvelle configuration dans laquelle le rôle de la Russie serait à l'avenir fortement réduit, voire insignifiant. Une telle perspective requerra la constance dans les prises de position des gouvernements en place à Erevan et à Bakou sur les questions fondamentales intéressant les grands de ce monde.

Plusieurs critères entrent en ligne de compte dans la détermination de la politique de ces pays occidentaux. Les plus importants, tels qu'ils sont mis en avant à l'heure actuelle, c'est un régime d'inspiration démocratique en Arménie et dans le cas de l'Azerbaïdjan, sa prédisposition à faciliter l'accès aux ressources énergétiques. C'est dans ce contexte que les problèmes surgis ou ressurgis entre les pays de la sous-région doivent trouver des solutions acceptables, dans la mesure du possible, pour les régimes en place.

Naturellement, une telle configuration géo-politique, avant sa concrétisation, laisse une certaine liberté de jeu diplomatique entre les mains des gouvernants en place dans leur tentative de manœuvres, afin de défendre leurs intérêts ou

d'obtenir plus d'avantages. In fine cependant, l'attitude adoptée par ces gouvernements doit correspondre aux intérêts de l'Occident, autrement ils seront classés dans le camp adverse.

1- L'Azerbaïdjan a renforcé ses positions diplomatiques

L'Azerbaïdjan a réussi à convaincre la communauté internationale qu'il agit selon les règles et droits internationalement acceptables concernant son intégrité territoriale. En dépit des apparences, Washington et Bakou sont sur une même longueur d'onde. L'Administration américaine s'active et l'initiative du Secrétaire d'Etat Blinken de réunir les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et de l'Azerbaïdjan à Arlington (mai et juin 2023) le montre, car dans un an, elle entrera pleinement dans les préparatifs d'élections présidentielles. De plus, elle a besoin de résultats concrets de réussite dans le domaine diplomatique. Quant à l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev sait pertinemment que l'euphorie de sa victoire militaire en 2020 contre l'Arménie ne pourra pas durer éternellement et il doit obtenir le plus rapidement possible des gages en sa faveur.

Sur ce fond, l'exigence d'une dissolution des forces de défense du Haut-Karabagh réitérée méthodiquement et sans relâche par le gouvernement de Bakou, fait son effet auprès de la communauté internationale. L'argument utilisé consiste à souligner que l'Azerbaïdjan est un Etat souverain, son intégrité territoriale est reconnue, en conséquence, il n'y a pas lieu qu'il y ait une armée autre que l'armée azerbaïdjanaise. Stepanakert doit dissoudre ses forces de défense, selon ce narratif. La quasi absence de réaction des médias non-arméniens suite au récent assassinat de 4 militaires artsakhotes doit être analysée par rapport à cet état d'esprit.

Toujours sur le même fond, Bakou a également pu convaincre la même communauté internationale qu'il est en droit de surveiller le corridor de Lachin en plaçant un check-point sur le pont de la rivière Hagari. Ce « droit » est d'autant plus aisé à faire admettre que la garantie d'assurer la sécurité et la libre circulation à travers le corridor de Lachin relèvent de Bakou et du contingent russe. Dans la déclaration du 9 novembre 2020, il existe un certain degré d'ambiguïté sur ce point, ce qui autoriserait des interprétations politico-juridiques au profit de l'Azerbaïdjan.

Ces améliorations de la position diplomatique azérie ont été facilitées, côté arménien, par le manque de travail diplomatique sérieux pour contrecarrer les narratifs entretenus par Bakou dans les instances régionales et internationales ou sur le plan médiatique.

2- La classe dirigeante du Haut-Karabagh reste accroupie sous le « parapluie » russe

La russophilie de la classe politique artsakhiote qu'une grande partie de la population locale appuie joue en réalité contre elles. On se souvient de l'immense portrait de Vladimir Poutine que le gouvernement de Stepanakert avait confectionné à l'occasion de l'anniversaire du président russe et avaient demandé aux jeunes de le déployer devant la sculpture symbolique du pays, « Tatik et Papik/Nous sommes nos montagnes ». Invité en France, le président Haroutunyan, devant la presse française stupéfiée, a plaidé en faveur de l'octroi par l'ONU d'un mandat international aux troupes russes au Haut-Karabagh, alors que Moscou bombardait les villes et villages de l'Ukraine. Au Haut-Karabagh, l'autorité russe laissait les soldats azéris terroriser les villageois et même occuper petit à petit des positions arméniennes (Paroukh, ...).

La liste des déclarations de reproches et de remontrances des autorités de Stepanakert à l'adresse d'Erevan est longue. Ruben Vardanyan, l'éphémère ministre d'Etat, s'est illustré sur ce plan. Mais à quelques rares exceptions près, la politique anti-arménienne du Kremlin n'a fait l'objet d'aucune critique. Pis, elle est passée sous silence. David Babayan, ancien ministre des Affaires étrangères de Stepanakert ou récemment le président Arayik Haroutunyan ont seulement osé, dans des termes convenus, interroger Moscou, pour demander des éclaircissements sur son attitude relative au corridor de Lachin.

Le parlement de Stepanakert, quant à lui, a brillé par ses résolutions souvent irréalisées allant jusqu'à stigmatiser les pouvoirs publics d'Arménie. Il récuse qu'Erevan parle à la place du Haut-Karabagh et souligne que seules les autorités de Stepanakert incarnent et défendent les intérêts de la population et du pays. Soit, mais dans le même temps, ces mêmes autorités se plaignent d'être abandonnées par Erevan. Curieusement, pas un mot sur la défaillance et la connivence des Russes avec les Azéris contre le Haut-Karabagh.

Le comble de ces signes de loyauté envers « l'allié fraternel russe » a été la

récente « exigence » votée à l'unanimité par le Parlement demandant à Erevan d'arrêter le 2^e round des négociations Mirzoyan/Bayramov d'Arlington sous l'égide du Secrétaire d'Etat Blinken suite au meurtre des 4 militaires artsakhiotes. L'immaturation politique ou l'aveuglement a atteint un tel niveau que ces élus ne se rendent pas compte qu'Ilham Aliev n'attend que ce casus belli pour montrer à la communauté internationale que les Arméniens ne veulent pas la paix et qu'il n'a d'autre choix que le recours à la force. Or, dans des circonstances extrêmement difficiles que connaissent les Arméniens, la reprise de la guerre sera une catastrophe de plus. Alors que l'Occident et la Russie sont face à face sur le théâtre européen, il ne faut pas espérer un quelconque mécanisme pour retenir une nouvelle agression azérie.

Dans le duel engagé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la tentation est grande de se référer aux fables de La Fontaine. Pendant des années, la cigale arménienne s'est contentée des effets de manche et des discours futiles, si ce n'est le pillage des deniers publics par le clan au pouvoir qui érigea la corruption en méthode de gouvernance. Pendant ce temps-là, la fourmi azérie travaillait sérieusement en accumulant richesse, armes et munitions pour prendre sa revanche. Bakou a minutieusement préparé sa guerre avec l'aide d'Ankara et du Kremlin. N'est-ce pas Sergey Shoïgu, ministre de la Défense russe, qui a déclaré : « nous avons brillamment coopéré » avec l'Azerbaïdjan ? La Russie a berné les Arméniens comme d'habitude, même si certains commençaient à s'interroger sur la crédibilité de l'engagement russe à l'égard de la sécurité de l'Arménie.

Et, la guerre des 44 jours éclata selon le calendrier programmé par les ennemis. Les Arméniens dans leur ensemble subirent une défaite cuisante. Une défaite comparable à celle du début du siècle dernier avec la perte de Kars et d'autres territoires.

Force est de constater que la classe politique ne tire pas de ces défaites les enseignements qui s'imposent. Stepanakert, sans doute sous la pression de Moscou, refuse la suggestion américaine de discuter avec Bakou dans un pays tiers, donnant un prétexte à Bakou de réagir brutalement. Vardan Oskanyan, ancien ministre des Affaires étrangères de Robert Kocharyan, réclame 3 mois pour mettre Bakou dans l'obligation de respecter l'autonomie du Haut-Karabagh avec ses frontières datant de l'époque de la RANK (Région autonome du Nagorny-Karabakh), alors que pendant plus de 10 ans qu'il avait en charge le dossier du Haut-Karabagh, il n'a rien obtenu.

Ces erreurs et annonces peu crédibles interviennent au moment où l'Occident s'attend de la part de l'Arménie et du Haut-Karabagh des prises de position claires et non une attitude de girouette. Il ne fait pas confiance entièrement à Erevan et voit Stepanakert accroché à la charrette russe. Les propos du président Macron à Marseille, bien que réfutés, tire la sonnette d'alarme et sont révélateurs de l'état d'esprit des principaux intervenants occidentaux sur le dossier sud-caucasien. Alors, avis à ceux qui disent à propos de l'Occident qu'il ne fait rien et se contente seulement de déclarations. Tant que l'Arménie n'a pas clarifié sa position en papillonnant d'un format de négociations à l'autre, en fait de nature opposée, tout en se maintenant dans la pseudo architecture sécuritaire d'autant, qui n'est qu'une conchille vide, il ne faut pas s'attendre à un soutien occidental conséquent.

Armand Nasir

7.La Croix

9 juillet 2023

[Les prisonniers de guerre, oubliés des négociations Arménie-Azerbaïdjan \(la-croix.com\)](https://www.la-croix.com)

Les prisonniers de guerre, oubliés des négociations Arménie-Azerbaïdjan

Reportage

Le sort des soldats arméniens détenus en Azerbaïdjan est bloqué depuis 2020. Fin mai, l'Arménie a à son tour capturé deux militaires azerbaïdjanais.

Ludwig Mkrtichyan est ligoté, le visage bandé, en treillis. Un soldat azerbaïdjanais tient une longue tige de métal, qu'il lui a enfoncée dans l'abdomen. Ces vidéos, que sa femme, Hranush, garde précieusement dans un dossier sur son téléphone, datent d'octobre 2020. Engagé volontaire, intégré à l'armée arménienne en pleine guerre contre l'Azerbaïdjan pour les montagnes

contestées [du Haut-Karabakh](#), son mari venait d'être capturé. Presque trois ans plus tard, Ludwig Mkrtichyan est toujours en prison.

Cet article est réservé aux abonnés

8.La Croix

4 juillet 2023

[Arménie : contre la corruption, le pays mise sur l'intelligence artificielle \(la-croix.com\)](#)

Arménie : contre la corruption, le pays mise sur l'intelligence artificielle

Reportage

L'Arménie développe une technologie inédite capable de traquer pots-de-vin et conflits d'intérêts avant qu'ils n'aient lieu. D'autres pays d'ex-URSS ont déjà fait part de leur intérêt.

Dans son bureau vide, Tsovinar Margaryan remplit sa déclaration en ligne. Comme tout fonctionnaire arménien, cette secrétaire de 33 ans doit renseigner son salaire, ses propriétés, le nombre de ses voitures, toute dépense de plus de 4 000 €, et d'autres informations encore, qui seront épluchées et passées à la moulinette par le logiciel. Il est peu probable que ce soit chez elle que l'on trouve des pots-de-vin : son poste est trop modeste. Mais il y a quelques semaines, un juge a été contraint de démissionner pour prise illégale d'intérêts. Qui l'a repéré ? Une intelligence artificielle. Dans l'océan des données fiscales, c'est elle qui a déniché des parts dans une entreprise sur laquelle il devait rendre une décision.

Cet article est réservé aux abonnés

USA

9.Les Nouvelles d'Arménie

11 juillet 2023

Pour Washington, l'adhésion de la Suède à l'Otan ne doit pas

dépendre du rapprochement UE-Turquie

Les Etats-Unis estiment que la Turquie ne devrait pas lier l'adhésion de la Suède à l'Otan à son rapprochement avec l'Union européenne (UE), a indiqué lundi le département d'Etat.

« Les Etats-Unis soutiennent depuis de nombreuses années les aspirations européennes de la Turquie et nous allons continuer à le faire. Toutefois, nous ne pensons pas que cela doit faire obstacle à une adhésion de la Suède à l'Otan », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller.

Et les Etats-Unis ne décident pas des membres de l'Union européenne, a souligné M. Miller, affirmant que cette question devait « à terme être réglée entre l'Union européenne et la Turquie ».

A la veille d'un sommet de deux jours à Vilnius, le dirigeant turc, qui bloque depuis 14 mois l'adhésion de la Suède à l'Otan, a posé une nouvelle condition à la levée de son veto : la réouverture par l'UE des négociations d'adhésion de la Turquie, entamées en 2005 mais au point mort depuis plusieurs années.

Dans une tentative de débloquer l'opposition turque, une rencontre avait été organisée par le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg entre l'homme fort d'Ankara et le Premier ministre suédois Ulf Kristersson à Vilnius.

Mais cette rencontre a été suspendue le temps de discussions entre M. Erdogan et le président du Conseil européen, Charles Michel, ont indiqué des sources diplomatiques.

Le président Erdogan et son homologue américain Joe Biden se sont entretenus par téléphone dimanche, Ankara annonçant d'ailleurs une rencontre entre les deux hommes à Vilnius pour parler notamment « de l'adhésion de la Suède à

l'Otan ».

Lors de cet entretien téléphonique, Joe Biden « a fait part de son désir d'accueillir la Suède dans l'Otan dès que possible », a indiqué de son côté la Maison Blanche. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken s'est pour sa part entretenu à trois reprises ces derniers jours avec son homologue turc Hakan Fidan pour tenter de convaincre Ankara de lever son veto, selon un responsable américain sous couvert de l'anonymat.

La Turquie souhaite par ailleurs que les Etats-Unis lui livrent des avions de combat F-16. Le gouvernement américain y est favorable, mais cela fait face à l'opposition d'élus du Congrès.

Washington, 10 juil 2023 (AFP) -

France

10.Le Courrier d'Erevan

7 juillet 2023

Nikol Pashinyan force la main - et la voix - de la diplomatie française

Le Premier ministre réagit au coup de fil des ministres français et arméniens des Affaires étrangères à propos de la situation au Karabagh.

Après l'échange téléphonique du 5 juillet entre Nikol Pashinyan et Vladimir Poutine sur la situation au Haut-Karabagh et l'inquiétude de plus en plus grandissante quant à son évolution, c'était au tour du ministre des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, de s'entretenir hier avec son homologue française, Catherine Colonna.

Présente à Erevan fin avril après s'être rendue à Bakou, cette dernière avait alors exprimé « le plein soutien de la France » aux négociations en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et souligné « le droit à continuer de vivre en paix et en sécurité » de la population du Karabagh. La ministre française n'avait toutefois pas manqué de mettre en garde explicitement les deux parties contre toute tentative de remise en cause de l'intégrité territoriale de leur voisin.

Évoquant sa communication du 6 juin dernier avec Ararat Mirzoyan, Catherine Colonna répète encore que « la France est mobilisée pour une paix juste et respectueuse du droit international ». Elle fait également part à Ararat Mirzoyan, de nouveau, « du soutien de la France aux efforts sincères de l'Arménie pour une paix négociée avec l'Azerbaïdjan, préservant les droits des Arméniens vivant au Haut-Karabagh ».

Tant côté arménien que français, les communiqués officiels s'en tiennent là, et on ignore bien sûr si "off the record", les positions officielles prises par Paris se sont cette fois exprimées différemment. À Erevan, Nikol Pashinyan lui-même n'hésite pourtant pas à créditer la France de plus qu'elle ne semble dire. « Depuis des mois, l'Azerbaïdjan diffuse une contre-propagande à grande échelle contre la France, qui exprime son évaluation directe des actions illégales de l'Azerbaïdjan contre les Arméniens du Haut-Karabakh », peut-on lire sur le compte à l'oiseau bleu de Nikol Pashinyan.

11.Le Courrier d'Erevan

11 juillet 2023

La délégation conduite par le

Président de l'AN est partie pour Paris

La délégation conduite par le président de l'Assemblée nationale d'Arménie Alen Simonyan s'est rendue à Paris pour une visite de travail du 10 au 13 juillet.

La délégation comprend également Vladimir Vardanyan de la faction "Contrat civil", qui est également le chef du groupe d'amitié Arménie-France, Sargis Khandanyan, Arusyak Manavazyan, Tsovinar Khachatryan, et Armen Rustamyan de la faction "Hayastan".

 photo : Armineh JOHANNES arminehjo@hotmail.com